



Introduction - Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires

Olivier Dabène, David Recondo

► To cite this version:

Olivier Dabène, David Recondo. Introduction - Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires. David Recondo (dir.). Amérique latine. L'Année politique 2023, Les Etudes du CERI n°271-272, , pp.5-8, 2024, <10.25647/etudesduceri.271-272.01>. <hal-04417815>

HAL Id: hal-04417815

<https://sciencespo.hal.science/hal-04417815v1>

Submitted on 26 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Introduction

Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires

Olivier Dabène et David Recondo

En Amérique latine, l'année 2023 a été marquée par la confrontation sociale et politique, et le rejet des gouvernements en place. Dans la rue, tout d'abord, de fortes mobilisations ont eu lieu au Pérou, en janvier et février, puis de nouveau en juillet. Les manifestants venant pour la plupart des régions rurales les plus pauvres du sud du pays exigeaient la démission de la présidente Dina Boluarte, la fermeture du Congrès et la tenue d'élections extraordinaires. Certains d'entre eux réclamaient également la libération de l'ex-président Pedro Castillo destitué et emprisonné le 7 décembre 2022. La répression des manifestations par les forces de l'ordre ont provoqué 50 morts et plus de 1 200 blessés. Au Panama, des manifestations ont eu lieu en octobre et novembre pour dénoncer le renouvellement d'un contrat d'exploitation d'une mine de cuivre à ciel ouvert accordé par le gouvernement à la branche panaméenne de l'entreprise canadienne First Quantum Minerals (Minera Panamá S.A.). Enfin, au Guatemala, au mois d'octobre, des milliers de manifestants ont défilé dans les rues de la capitale et bloqué les routes dans tout le pays. Ils exigeaient la démission de la procureure générale, Consuelo Porras, du procureur Rafael Curruchiche et du juge Fredy Orellana qui prétendaient annuler les résultats de l'élection présidentielle du 20 août 2023 et empêcher le président élu, Bernardo Arévalo, d'entrer en fonction en janvier 2024. Les autorités communales autochtones de la municipalité de Totonicapán, dans l'ouest du pays, ont eu l'initiative de ces mobilisations. Au-delà de la défense du suffrage et de la démocratie, les autorités mayas dénonçaient la corruption des gouvernants et les carences dont souffrent les communautés en matière d'alimentation, de santé et d'éducation. En Argentine, Javier Milei, le président « anarchocapitaliste » élu le 19 novembre 2023 sur un programme ultralibéral, a dû faire face à une manifestation massive convoquée par le principal syndicat de travailleurs, la Confédération générale du travail de la république argentine (CGT), le 27 décembre 2023.

Toutes les mobilisations latino-américaines ont en commun un rejet des classes politiques jugées responsables d'une situation économique et sociale déplorable pour la majorité de la société. Les manifestants dénonçaient tous la corruption comme cause de la pauvreté et des inégalités sociales, ainsi que l'insécurité généralisée.

Aux manifestations sont venues s'ajouter les longues marches des migrants dont le nombre a battu tous les records en 2023. Ainsi, un demi-million de personnes ont traversé le bouchon du Darien, entre la Colombie et le Panama, afin de rejoindre les Etats-Unis, soit plus du double qu'en 2022¹. Les pays d'où partent le plus de migrants sont le Venezuela, l'Equateur, le Pérou, la Colombie et le Brésil. Le nombre de migrants franchissant la frontière sud du Mexique aurait quant à lui atteint près d'un million de personnes, soit, là aussi, plus du

¹ « Latinoamérica & El Caribe Resumen de Situación Semanal al 11 de diciembre 2023 », OCHA, 11 décembre 2023 (www.unocha.org/publications/report/world/latinoamerica-el-caribe-resumen-de-situacion-semanal-al-11-de-diciembre-2023).

double qu'en 2022². Les migrants en provenance du Nicaragua, d'Haïti, du Honduras, du Salvador et du Guatemala se sont joints à ceux venant d'Amérique du Sud.

De pair avec la détérioration sociale, la crise politique s'est accentuée dans plusieurs pays de la région. Les processus électoraux en ont été un indicateur particulièrement significatif. Les campagnes électorales ont été marquées par une forte polarisation entre les candidats issus des partis au gouvernement et des opposants qui sont, pour la plupart, des nouveaux venus sur la scène électorale. Parfois, la violence a émaillé les élections, comme en Equateur où le candidat présidentiel Fernando Villavicencio, qui faisait campagne contre la corruption dans le domaine énergétique et l'influence des cartels de la drogue, a été assassiné le 9 août. Pourtant, dans tous les cas, à l'exception du Paraguay où le candidat du parti au gouvernement a été élu, le taux de participation aux élections a été particulièrement élevé. L'anti-establishment ne s'est donc pas traduit en antipolitique ; la rue n'a pas supplanté les urnes comme mode d'expression du mécontentement citoyen. Au contraire, la protestation a pris la forme d'un vote de rejet. Ainsi, dans les trois élections générales qui ont eu lieu en 2023, le vote de rejet a favorisé des outsiders au discours souvent virulents contre les sortants. Javier Milei, qui a appelé, tout au long de sa campagne, à se débarrasser de la classe politique argentine qu'il n'a cessé de qualifier de « caste divine » ; le « social-démocrate » Bernardo Arévalo, au Guatemala, qui a remporté l'élection présidentielle en dénonçant la corruption de l'establishment ; mais aussi Daniel Noboa en Equateur, qui, bien que moins acerbe que ces deux homologues sud-américains, n'a pas moins bénéficié de son jeune âge, de son entrée très récente en politique et de sa qualité d'entrepreneur.

Outre l'alternance systématique par rejet des sortants, la tension politique et les surprises électorales confirment un deuxième trait caractéristique des démocraties latino-américaines : l'impuissance des gouvernements face à des majorités parlementaires d'opposition. Ainsi, les nouveaux présidents vont devoir faire preuve d'une grande habileté pour mettre en œuvre leurs promesses de campagne. Au Guatemala, les tentatives d'annulation des élections par le ministère public est un cas extrême qui a pris des allures de coup d'Etat. En Equateur, comme au Pérou en 2022, c'est le pouvoir législatif monocaméral qui a destitué le dernier chef d'Etat lorsque celui-ci a tenté de dissoudre l'Assemblée nationale. En Colombie, le président de gauche Gustavo Petro doit composer avec une majorité d'opposition au sein du pouvoir législatif, tout autant que Luiz Inácio Lula da Silva, au Brésil, où les partisans de l'ex-président Jair Bolsonaro dominent la Chambre des députés et le Sénat.

A quelques exceptions près, les gouvernements de la région ont donc des marges de manœuvre très étroites, face à des pouvoirs législatifs et des bureaucraties majoritairement conservatrices mus par une volonté de blocage plutôt que de collaboration avec l'exécutif. Dans le camp des démocraties, l'Uruguay fait figure d'exception, tout autant que le Paraguay dont le régime de parti dominant le distingue des régimes pluralistes de la région. C'est dans le camp des régimes autoritaires (Nicaragua, Venezuela) que le pouvoir présidentiel domine

² « ONG contabiliza el cruce de un millón de migrantes por la frontera sur de México en 2023 », *Forbes*, 12 décembre 2023 (www.forbes.com.mx/ong-contabiliza-el-cruce-de-un-millon-de-migrantes-por-la-frontera-sur-de-mexico-en-2023).

le reste des institutions politiques. Au Salvador, aussi, le président Nayib Bukele a fait fi des procédures et des contre-pouvoirs démocratiques dans sa guerre contre les gangs.

La difficulté à gouverner dont font preuve les démocraties de la région est aggravée par une conjoncture économique défavorable. En 2023, la croissance a ralenti (2 % contre 3 % en 2022) en partie à cause de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et de la baisse des prix des matières premières agricoles et minérales produites dans la région³. En revanche, l'inflation est mieux maîtrisée (3,8 % contre 8,2 % en 2022)⁴, le taux de chômage a légèrement diminué (6,5 % contre 7,9 %) et le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté a baissé de trois points (29 % contre 32 %)⁵.

Un second facteur affecte considérablement la gouvernabilité des démocraties latino-américaines : la détérioration de la sécurité. Le crime organisé, dont les cartels de la drogue sont les chevilles ouvrières, est actif dans l'ensemble du sous-continent, provoquant une recrudescence de la violence. En Equateur, plaque tournante du trafic de drogue depuis des décennies, l'assassinat de Fernando Villavicencio, candidat proche du président sortant Guillermo Lasso, a été attribué au cartel (mexicain) de Sinaloa. Mais les activités criminelles liées au trafic de drogue sont désormais au cœur de scandales politiques dans des pays jusque-là relativement épargnés, comme l'Uruguay qui traverse une crise sans précédent à cause de la complicité présumée de plusieurs ministres du gouvernement de Luis Lacalle Pou dans l'attribution d'un faux passeport au narcotrafiquant Sebastian Marset. Au Mexique, onze jeunes ont été assassinés par un commando lourdement armé, lors d'une fête de fin d'année à Salvatierra, dans le Guanajuato, portant à 35 000 le nombre d'homicides (contre 32 287 en 2022)⁶. La polémique va bon train, alors que le président Andrés Manuel López Obrador revendique une tendance à la baisse des homicides, tout en reconnaissant que ceux-ci ont atteint un niveau historique pendant son mandat (156 204 contre 102 594 pendant le mandat d'Enrique Peña Nieto, de 2012 à 2018, et 86 686 pendant celui de Felipe Calderon, de 2006 à 2012)⁷.

La sanction électorale des sortants et la désaffection pour la démocratie qui traverse la plupart des pays de la région ne sont pas seulement dues aux piètres performances des gouvernements en matière de croissance économique, de réduction des inégalités et de lutte contre la criminalité. Un troisième facteur est déterminant : la corruption. Les accusations d'abus de bien sociaux, d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent ont marqué l'actualité politique tout au long de l'année. Les scandales ont touché plusieurs ministres des gouvernements de Gabriel Boric au Chili et de Luis Lacalle Pou en Uruguay. En Colombie, deux hauts fonctionnaires

³ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepalc), « Balance Preliminar de las Economías de América Latina y el Caribe, 2023 (LC/PUB.2023/22-P) », Santiago, 2023.

⁴ Sauf en Argentine où elle a dépassé les 160 %, en fin d'année.

⁵ Cepalc, art. cité.

⁶ Presidencia de la República, Quinto Informe de Gobierno, Mexico, 1^{er} septembre 2023 (www.gob.mx/presidencia/documentos/quinto-informe-de-gobierno-344019) et G. Hernandez, « Apunta México a cerrar el año 2023 con 35 mil asesinatos », *Vanguardia*, 2 septembre 2023 (<https://vanguardia.com.mx/noticias/apunta-mexico-a-cerrar-el-ano-2023-con-35-mil-asesinatos-NX9123917>).

⁷ V. S. Vela, « Gobierno de AMLO 'le gana' al de Peña Nieto como el más violento; suma 170 mil homicidios », *El Financiero*, 26 décembre 2023 (www.elfinanciero.com.mx/nacional/2023/12/26/gobierno-de-amlo-desbanca-al-de-pena-nieto-como-el-mas-violento-suma-170-mil-homicidios/).

proches du président Gustavo Petro ont été mis en cause dans une affaire d'écoutes illégales et de financement illicite de la campagne électorale présidentielle. Peu de temps après, le fils du président a été écroué pour blanchiment d'argent et enrichissement illicite.

La corruption est aussi au cœur des crises politiques que affectent le Pérou, l'Equateur et le Guatemala. Le sujet a été au centre de toutes les campagnes électorales, et les candidats ayant remporté les élections en ont fait leur cheval de bataille... Tous sauf Santiago Peña, au Paraguay, dont le mentor (et ex-président) Horacio Cartes (2013-2018) a été sanctionné par le département du Trésor des Etats-Unis pour blanchiment d'argent et collaboration avec des organisations terroristes, dont le Hezbollah.

Sur le plan international, l'année a été marquée par la tenue en juillet d'un sommet Union européenne/Amérique latine qui était attendue depuis huit ans. La relance interrégionale comprend un programme européen d'investissement dans la région, « Global Gateway », portant sur la transition écologique équitable, la transformation numérique inclusive, le développement humain, la résilience sanitaire et les vaccins. Au total, une liste de 130 projets financés à hauteur de 45 milliards d'euros d'ici 2027.

Pour autant, l'Europe n'a pas réussi à convaincre qu'elle pouvait se positionner comme un acteur global susceptible de concurrencer la montée en puissance de la Chine en Amérique latine. Elle a par exemple été marginalisée de la réinsertion du Venezuela dans la communauté internationale que les Etats-Unis ont orchestrée pour palier la crise énergétique provoquée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Sur le plan géopolitique, l'année aura permis d'acquérir une certitude : le Brésil est de retour ! Le président Lula aura été sur tous les fronts pour consolider un « Sud global » et faire entendre une voix différente dans la perspective de la refonte du multilatéralisme. La deuxième année de son troisième mandat permettra d'apprécier la portée des efforts du toujours très actif président brésilien. Ceux-ci ont d'autant plus de chance d'aboutir que le Brésil affirmera son leadership dans la région.

En 2023, l'Amérique latine s'est divisée à propos des guerres Russie/Ukraine et Israël/Hamas. Il n'est pas certain que 2024 change fondamentalement la donne.

Pour citer ce chapitre : Olivier Dabène et David Recondo, « Introduction. Confrontation sociale, vote de rejet et gouvernements minoritaires », in D. Recondo (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2023/Les Etudes du CERI*, n° 271-272, janvier 2024 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].